



## « 10 ans après le Brexit : attentes et réalité – quels enseignements pour la Suisse ? »

### Étude Lock / Atteslander – Résumé

#### 1. Les principales promesses de la campagne « Vote Leave »

La campagne en faveur du retrait s'appuyait sur le slogan central « Take back control » et sur trois promesses fondamentales :

- **Souveraineté** : reprise totale du contrôle sur la législation, la jurisprudence (fin de la compétence de la CJUE), la démocratie ainsi que sur les zones de pêche nationales.
- **Économie** : renforcement de l'économie grâce à la dérégulation et à une plus grande marge de manœuvre budgétaire. Économie de la contribution nette à l'UE, estimée à environ 8,5 milliards de livres par an. Réaffectation des contributions à l'UE (350 millions de livres par semaine) au système de santé public (NHS) et conclusion de nouveaux accords commerciaux avec des États tiers afin de compenser la sortie du marché intérieur européen.
- **Migration** : fin de la libre circulation des personnes, retrait du système européen d'asile et introduction d'un système à points visant à réduire drastiquement l'immigration nette à « quelques dizaines de milliers » de personnes par an.

#### 2. L'épreuve des faits : attentes contre réalité

Dix ans après le référendum, un décalage apparaît entre le récit politique et la réalité économique :

- **Conséquences économiques** : le Brexit a entraîné une perte de croissance estimée entre 6 et 8 % du PIB par rapport à un scénario de maintien dans l'UE. L'incertitude persistante et les conditions d'accès au marché plus difficiles ont provoqué une baisse des investissements directs étrangers de 12 à 18 % par rapport à un maintien dans l'UE. L'emploi et la productivité du travail ont chacun reculé de 3 à 4 %.
- **Accords de libre-échange** : conclusion de 36 accords de libre-échange avec 74 États (dont un avec la Suisse) – dans la plupart des cas, il s'agit de la reprise sous forme bilatérale d'accords déjà existants dans le cadre de l'appartenance à l'UE.
- **Balance commerciale** : malgré l'absence formelle de droits de douane, les exportations de marchandises vers l'UE ont diminué de 27 % en raison des barrières techniques au commerce. Le Brexit n'a pas permis d'obtenir de meilleurs accords de libre-échange que ceux conclus par l'UE ; les nouveaux accords n'ont pas compensé la perte d'accès au marché intérieur.
- **Paradoxe migratoire** : malgré la fin de la libre circulation des personnes, l'immigration nette a atteint un niveau record de 944 000 personnes en 2023. Après l'introduction de règles plus strictes, notamment pour les étudiants, elle est tombée à 204 000 entre juin 2024 et juin 2025. La part des migrants issus de pays non-membres de l'UE a atteint 75 %, tandis que seulement 9 % provenaient encore de l'UE. Sur cette même période, environ 70 000 citoyens de l'UE ont quitté le pays de plus qu'il n'en est arrivé.
- **Souveraineté et droit** : la sortie du marché intérieur européen a bien été réalisée. Afin de préserver l'accès aux marchés, Londres a toutefois accepté de

facto une frontière douanière interne en mer d'Irlande (protocole nord-irlandais) et prolongé jusqu'en 2038 les droits de pêche de l'UE dans les eaux britanniques.

### 3. Indicateurs post-Brexit jusqu'en 2025

Domaine	Impact du Brexit : aspects quantitatifs
Produit intérieur brut	– 6 à 8 % du PIB d'ici 2025
Emploi	– 3 à 4 % d'ici 2025
Inflation	Très élevée depuis 2016, oscillant entre 0,66 % et 11 %
Revenu par habitant	– 6 à 8 % d'ici 2025
Revenus agricoles	– 50 % d'ici 2025
Investissements directs	– 12 à 18 % d'ici 2025
Dette publique	>100 % du PIB – une première depuis les années 1960
Domaine	Impact du Brexit : aspects qualitatifs
Productivité	– 3 à 4 % d'ici 2025
Innovation	Forte dynamique dans l'IA et les technologies vertes
Recherche	Participation à Horizon Europe
Accords de libre-échange	36 nouveaux ALE avec 74 États

Source : 10 ans après le Brexit : attentes et réalité – quels enseignements pour la Suisse?

### 4. Quels enseignements pour la Suisse ?

L'expérience du Brexit permet de dégager plusieurs enseignements possibles pour la Suisse :

- **Vulnérabilité industrielle** : l'industrie représente environ 20 % du PIB suisse (contre env. 10 % au Royaume-Uni). Selon l'expérience britannique, les barrières techniques au commerce (évaluations de conformité, homologation et surveillance du marché) constituent un frein majeur ; les effets négatifs seraient donc au moins aussi importants, voire plus, pour la Suisse sans l'accord actuel avec l'UE sur la reconnaissance mutuelle (ARM/MRA).
- **La taille compte** : malgré son statut de membre du G7, le Royaume-Uni n'est pas parvenu à obtenir de l'UE des exceptions substantielles en matière d'accès au marché. En tant qu'économie plus petite, la Suisse disposerait d'une position plus faible en cas de révision éventuelle de l'accord de libre-échange avec l'UE.
- **Interconnexion mondiale** : le projet d'un Royaume-Uni transformé en «Singapour sur la Tamise» est resté un slogan. Pour les entreprises exportatrices, les normes européennes demeurent dans les faits incontournables. Dans une

économie interconnectée, une véritable autonomie réglementaire entraîne avant tout des coûts supplémentaires pour les PME.

- **Autonomie réglementaire** : l'idée du Royaume-Uni comme « Singapour sur la Tamise » est restée un slogan. Pour les entreprises exportatrices, les normes européennes sont de facto incontournables. Dans une économie interconnectée, une véritable autonomie réglementaire entraîne avant tout des coûts supplémentaires pour les PME.